

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Première session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 13 - 16 février 2001**

## QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Point 4 de l'ordre du  
jour

*Pour information*



Distribution: GÉNÉRALE

**WFP/EB.1/2001/4-A/Rev.1**

15 février 2001

ORIGINAL: ANGLAIS

## INITIATIVE EN FAVEUR DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM ([http://www.wfp.org/eb\\_public/EB\\_Home.html](http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html)).

# Note au Conseil d'administration



**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Chef de l'Unité d'appui à  
l'alimentation scolaire (SPF):

Mme A. Mitchell

tél.: 066513-2534

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



---

## INTRODUCTION

1. L'an dernier, l'Ambassadeur des Etats-Unis auprès de la FAO, M. George McGovern, a instamment demandé qu'il soit lancé un effort mondial pour que tous les enfants du monde reçoivent un repas à l'école. Le Gouvernement des Etats-Unis a engagé 300 millions de dollars E.-U. (sous forme de produits alimentaires, de moyens de transport et de contributions en espèces pour la couverture des frais généraux) à titre de première contribution à l'initiative et a demandé aux autres Etats de verser eux aussi des contributions.
2. L'objectif de cette initiative est d'encourager les gouvernements de tous les pays du monde à mettre en place des programmes nationaux d'alimentation scolaire garantissant une alimentation nutritive à tous les enfants qui en ont besoin.
3. Cette initiative a également pour effet de promouvoir l'"Education pour tous", engagement universel qu'a pris la communauté mondiale dans la Déclaration de Jomtien de 1990 et dans le Programme de Dakar d'avril 2000 et d'appuyer les efforts que déploie le PAM depuis longtemps en matière d'alimentation scolaire. Le PAM s'occupe d'alimentation scolaire depuis près de 38 ans. En 1999, il réalisait des activités d'alimentation scolaire dans 52 pays, dont profitaient un peu plus de 11 millions d'enfants.

---

## ETAT DU DON DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS

4. En septembre 2000, le Gouvernement des Etats-Unis a demandé au PAM et à 20 organisations non gouvernementales (ONG) américaines de soumettre des propositions que les Etats-Unis pourraient envisager de financer dans le cadre de l'"Initiative pour l'alimentation mondiale au service de l'éducation".
5. Le PAM a soumis une série de propositions concernant 47 pays.
6. Le 28 décembre 2000, le donateur a fait savoir qu'il avait décidé de financer les programmes approuvés à concurrence de 292 millions de dollars (environ huit millions de dollars devant être conservés en réserve). Ce montant servirait à financer le coût d'environ 630 000 tonnes de produits (sans doute blé, maïs, lait écrémé en poudre, huile végétale et produits à base de graines oléagineuses) ainsi que le coût des services de transport et les dépenses d'administration.
7. Environ 44 pour cent de ce montant de 292 millions de dollars a été alloué aux ONG, 48 pour cent au PAM et sept pour cent pour la réalisation d'un programme bilatéral en République dominicaine.
8. La notification officielle des dons que le Gouvernement des Etats-Unis a alloués au PAM a été reçue le 17 janvier 2001. Ces dons concernent des pays et des produits déterminés et ont pour but de permettre de réaliser des activités d'alimentation scolaire dans 23 pays, comme décrit ci-dessous.



9. Ce surcroît de ressources permettra d'appuyer des activités existantes d'alimentation scolaire du PAM déjà approuvées par le Conseil d'administration dans les 21 pays ci-après: Bhoutan, Bolivie, Cambodge, Cameroun, Colombie, Côte d'Ivoire, El Salvador, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Honduras, Mozambique, Népal, Nicaragua, Ouganda, Pérou, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Tadjikistan et Tchad. Comme les ressources mobilisées pour tous ces programmes sont insuffisantes, cette contribution aidera à satisfaire les besoins totaux.
10. Les ressources en question permettront également d'élargir les programmes d'alimentation scolaire d'une valeur inférieure à celle que le Directeur exécutif est autorisé à approuver conformément aux pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration. Ces programmes seront réalisés au Kenya, en Gambie, en Guinée, au Tadjikistan et au Tchad. Le premier fait partie d'une opération d'urgence visant à faire face aux effets de la sécheresse et, dans le cas des quatre autres, la valeur des produits alimentaires est inférieure à trois millions de dollars.
11. Dans le cas du Bhoutan, de l'Ethiopie, du Mozambique et du Népal, l'expansion proposée des activités d'alimentation scolaire dépasse le montant des opérations que le Directeur exécutif est autorisé à approuver, de sorte qu'elles doivent l'être par le Conseil. Ces cas seront soumis au Conseil d'administration à sa session de mai 2001 ainsi qu'une expansion des activités d'alimentation scolaire prévue dans le contexte du programme de pays pour le Pakistan.

---

## ETAT DES ACTIVITES DU PAM

12. Le PAM réalisera les activités envisagées dans le cadre des politiques et procédures approuvées par le Conseil d'administration. L'approche consistera à concentrer les ressources disponibles aux fins de l'initiative en faveur de l'alimentation scolaire conformément à la décision qu'a prise le Comité des politiques d'aide alimentaire de consacrer au moins 90 pour cent de l'aide au développement du PAM aux pays à faible revenu et à déficit vivrier et 50 pour cent au moins aux pays les moins avancés. Les principes qui inspirent la politique visant à favoriser le développement qu'a approuvée le Conseil d'administration en mai 1999 seront respectés.
13. La majeure partie des activités qui doivent être financées au moyen de la contribution des Etats-Unis ont déjà été approuvées par le Conseil d'administration mais les ressources nécessaires à leur exécution n'ont pas été intégralement mobilisées. Le reste sont des expansions d'activités de développement ou d'opérations d'urgence déjà approuvées. Il ne s'agit en aucun cas d'activités nouvelles. Cette nouvelle contribution au PAM, bien que considérable, devrait donc avoir sur les opérations du PAM un impact (dans les domaines de la planification, de la logistique, de la dotation en personnel, de l'administration, etc.) gérable. Toutefois, des réaménagements ou des augmentations modestes des effectifs, des installations d'entreposage, etc., pourront s'imposer. Le coût de ces augmentations sera couvert conformément aux politiques de recouvrement intégral des coûts annoncé dans le Guide sur les politiques de dotation en ressources et de financement à long terme du PAM (WFP/EB.3/99/INF/18). Le PAM appliquera les politiques et procédures normales de dotation en ressources, notamment pour ce qui est du recouvrement des coûts d'appui directs et indirects.



14. En septembre 2000, la Division des stratégies et des politiques a, pour faciliter la gestion des contributions supplémentaires escomptées, créé une Unité d'appui à l'alimentation scolaire. Composée de deux fonctionnaires du cadre organique, cette unité a essentiellement pour attributions de réaliser une étude de référence à l'échelle mondiale et d'élaborer un système standard de suivi des activités d'alimentation scolaire; de préparer des matériels de nature à appuyer les activités de plaidoyer à l'intention des bureaux de pays, des gouvernements et des autres partenaires; de mobiliser des ressources et de coordonner l'assistance technique fournie pour les efforts d'alimentation scolaire; et d'élaborer et de gérer une base de statistiques mondiales et de matériel d'information concernant l'alimentation scolaire.
15. La Division du transport et de la logistique du PAM a analysé les moyens logistiques à prévoir pour mettre en oeuvre cette nouvelle contribution et adoptera les mesures nécessaires pour livrer les quantités de produits prévues dans les pays sélectionnés. Comme la majeure partie des produits correspondent aux niveaux déjà prévus, des mesures spéciales (par exemple fourniture d'une aide à court terme sur place et aménagement ou agrandissement des installations d'entreposage) ne devraient être nécessaires que dans les cas où il n'a guère fallu, dernièrement, distribuer des quantités de produits comparables.
16. En 2001, le PAM doit entreprendre une étude de référence complète des programmes nationaux d'alimentation scolaire, en commençant par les pays qui recevront des ressources grâce à ce don récent.

---

## ETAT DE LA COLLABORATION INTERINSTITUTIONS ET DES PARTENARIATS

17. Le PAM a acquis une longue expérience de la collaboration avec de nombreux partenaires opérationnels du système des Nations Unies ou non gouvernementaux. Dans le contexte plus particulier de l'initiative en faveur de l'alimentation scolaire, le PAM a adopté des mesures préliminaires pour resserrer cette collaboration tout en respectant le rôle central qui incombe aux gouvernements des pays bénéficiaires. Le PAM a récemment invité l'UNESCO, la Banque mondiale, l'UNICEF et l'OMS à collaborer à différentes activités concernant l'éducation, la santé et l'assainissement dans le contexte des activités d'alimentation scolaire menées par le PAM et a entamé des discussions préliminaires avec la FAO. Toutes ces organisations ont répondu de manière positive.
18. Le Gouvernement des Etats-Unis ayant maintenant précisé les activités et les pays auxquels des ressources pourront être allouées, l'on a entrepris de définir les modalités spécifiques de collaboration avec chacune des organisations:
  - Le PAM s'emploiera activement à maximiser les possibilités de collaboration et promouvoir un effet de synergie avec la Banque mondiale, qui s'est récemment engagée à doubler ses prêts à l'éducation de base dans les pays pauvres, à concurrence d'un montant supplémentaire estimé à un milliard de dollars par an. Le nouvel attaché de liaison du PAM avec les institutions de Bretton Woods se trouve sur place à Washington et suit ces questions avec la Banque mondiale.
  - L'UNESCO continuera d'être un collaborateur important, particulièrement dans les domaines de l'appui technique, de la collecte et de la diffusion de données et du suivi de l'organisation des objectifs de l'Education pour tous. Le PAM a proposé d'élargir les échanges de données avec l'UNESCO ainsi que de renforcer l'actuel accord d'appui technique pour soutenir plus énergiquement les activités d'alimentation scolaire. (En vertu de cet accord, l'UNESCO fournit un appui au PAM sur une base remboursable).



- L'OMS et le PAM réalisent de concert des activités de déparasitage dans le contexte des programmes d'alimentation scolaire et ont organisé à l'intention des représentants des Ministères de l'éducation et de la santé de plusieurs pays d'Afrique un séminaire pilote sur la base de l'expérience acquise dans un nombre limité de pays. Cette proposition est coordonnée avec le Gouvernement canadien, qui doit fournir des ressources de base au titre de son mécanisme de subventions. Des fonds de contrepartie pourront être mobilisés aussi pour couvrir les dépenses de formation nécessaires.
- L'UNICEF est déjà un partenaire important, particulièrement pour les efforts d'alimentation des enfants d'âge préscolaire, les interventions de santé et d'assainissement et l'éducation. Le PAM et l'UNICEF sont convenus d'échanger des données, d'entreprendre des activités conjointes de plaidoyer et de déterminer la capacité de l'UNICEF de fournir une aide dans les domaines de l'éducation, de l'assainissement, de la santé et de la nutrition (par exemple au moyen de leçons en classe et de traitements à l'école).
- Il a été pris avec la FAO plusieurs contacts qui seront poursuivis. Le PAM a pris des contacts préliminaires avec le Service des programmes nutritionnels, le Programme scolaire de distribution de lait de la Division des produits et du commerce international, le Centre pour les investissements et la Division de l'analyse du développement agricole et du développement économique de la FAO.
- Le PAM resserra sa collaboration et continuera de travailler avec les ONG et les fondations internationales et locales qui appuient le secteur de l'éducation en fournissant des apports qui complètent ceux du PAM et qui soutiennent les programmes d'alimentation scolaire. A l'occasion des consultations annuelles entre le PAM et les ONG, le Directeur exécutif s'est entretenu avec des représentants de cinq des ONG américaines qui avaient soumis des propositions de financement au titre de l'Initiative mondiale de l'alimentation au service de l'éducation. Il a été convenu qu'après que la décision du Gouvernement des Etats-Unis aurait été officiellement annoncée, le PAM et les ONG intéressées étudieraient les possibilités de collaborer plus avant dans le cadre de cette initiative.

## ETAT DES AUTRES DONNS

19. Le PAM a toujours cherché à mobiliser des dons pour l'alimentation scolaire auprès de différents donateurs. La généreuse contribution des Etats-Unis permettra de financer les activités dans la moitié environ des pays pour lesquels le PAM a cherché à mobiliser des ressources pour des programmes d'alimentation scolaire l'an dernier, de sorte que le Programme continuera de s'employer activement à solliciter des ressources auprès d'autres donateurs.
20. Il a été déposé devant le Congrès des Etats-Unis un projet de loi tendant à lancer et à financer une initiative mondiale d'alimentation scolaire à plus longue échéance.
21. Ces derniers mois, plusieurs pays ont demandé un complément d'information pour les aider à décider s'ils verseraient ou non un don, et un ou deux d'entre eux ont proposé de fournir dans un proche avenir au moins une quantité modeste de produits et de fonds.
22. Quelques donateurs ont manifesté un intérêt pour des activités spécifiques liées à l'alimentation scolaire, comme des projets de déparasitage et de distribution de micronutriments ou la distribution d'une aide alimentaire et d'un appui pédagogique aux



orphelins du VIH-SIDA dans le contexte spécifique des programmes d'alimentation scolaire.

